



sante-secu-social.npa2009.org

PLAN D'URGENCE HÔPITAL : ILS N'ONT RIEN ENTENDU FRAPPONS PLUS FORT !

Macron, Philippe, Buzyn disaient avoir « entendu » la colère du monde hospitalier. C'est pourtant l'image d'un gouvernement sourd et aveugle que donne le troisième plan de sauvetage de l'Hôpital en 6 mois. Pas plus que les précédents il n'apporte de réponse à la crise.

Ce plan annonce la reprise de 10 des 30 milliards de la dette hospitalière, 1,5 milliards de « crédits supplémentaires » en 3 ans, des primes diverses pour certaines catégories de personnel. Quelle est la réalité ?

DETTE : ON EFFACE EN PARTIE... POUR RECOMMENCER !

La dette des hôpitaux ne vient pas de nulle part. Elle est la conséquence des budgets insuffisants, qui obligent les établissements à s'endetter auprès des banques pour investir et à leur payer ensuite des intérêts qui plombent leurs dépenses. Une partie de la dette est reprise, mais le gouvernement n'a aucune intention de desserrer réellement l'étau budgétaire. Les établissements n'auront à nouveau d'autre solution dans les années à venir... que de s'endetter, ou de réduire leur personnel pour investir. Rien n'est donc réglé. D'ailleurs, seuls les bons élèves, les hôpitaux qui se restructureront comme le veut le pouvoir verront leur dette en partie effacée.

MANQUE DE PERSONNEL, MANQUE DE LITS, ÉPUISEMENT ET SOUFFRANCE AU TRAVAIL : AUCUNE RÉPONSE

Le « plan d'urgence » ne répond en rien aux véritables urgences pour lesquelles se battent les hospitaliers depuis des mois : le manque de personnel, qui entraîne les fermetures de lits et de service, la surcharge des urgences, l'épuisement des soignants, la perte de sens du travail. Le gouvernement présente comme une « avancée » le passage de l'enveloppe budgétaire hospitalière annuelle de 2,1 à 2,5 % pour les 3 ans à venir. Il « oublie » seulement de rappeler que la simple reconduction des moyens existants nécessiterait une hausse annuelle de 4,4%, et que chaque année près de 900 millions d'€ sont ponctionnés sur l'Hôpital. « l'effort » gouvernemental consiste donc à retirer « seulement » 600 millions par an

aux hôpitaux au lieu des 900 prévus, belle « avancée » ! Sur le terrain rien ne va donc changer : services bondés en permanence, attentes sur des brancards pendant des heures aux urgences, personnels épuisés et débordés.

RÉMUNÉRATIONS : UN SAUPOUDRAGE POUR DIVISER

Les hospitalierEs ont une revendication claire et commune à tous : 300€ pour tous, simple rattrapage des 10 ans de blocage des salaires qui nous ont été imposée.

La seule réponse du gouvernement est un saupoudrage scandaleux. . une prime pour les bas salaires des soignants en région parisienne, pour les « métiers en tension » (infirmierEs spécialisésEs, manip radio) pour les aides soignantEs ayant une « formation en gériatrie », ... et rien pour les autres. Bref des miettes et une tentative de division pour opposer les soignantEs entre eux. Cerise sur le gâteau, 200 millions sont accordés pour une prime « à la tête du client » attribuée par les directions pour récompenser « l'engagement et l'investissement » (sic !)

L'HÔPITAL ENTREPRISE, ÇA CONTINUE !

Loin d'abandonner la perspective de l'hôpital entreprise, le « plan d'urgence » va au contraire accélérer la transformation d'une partie du corps médical en managers pour leur mettre « les mains dans le cambouis » de la gestion de l'austérité.

UNE SEULE RÉPONSE : FRAPPER PLUS FORT !

Pas plus que les précédents, ce nouveau plan ne répond à la crise de l'hôpital et à la souffrance des personnels. La réponse va de soi : passer à la vitesse supérieure dans la mobilisation, généraliser la grève à l'ensemble des services, en utilisant tous les moyens d'action capables d'imposer un rapport de force au pouvoir.

La participation massive aux journées du 30 novembre et du 5 décembre y contribuera.

Pour faire reculer ce pouvoir, qui ne « lâche rien », il y a urgence à faire converger les colères et les luttes à partir du 5 décembre, pour rompre avec une politique qui détruit l'hôpital et les services publics, casse la Sécurité sociale et les retraites, ponctionne ceux qui ont le moins, pour donner encore plus aux plus riches.

RETRAITES : MACRON « SONNE DU C.O.R. » POUR IMPOSER LA DOUBLE PEINE

C'était une des promesses de campagne de Macron : il ne toucherait pas à l'âge de la retraite et ne prolongerait pas la durée de cotisation avant sa « grande réforme ». Lui et son gouvernement viennent de la renier en orchestrant une mise en scène ridicule.

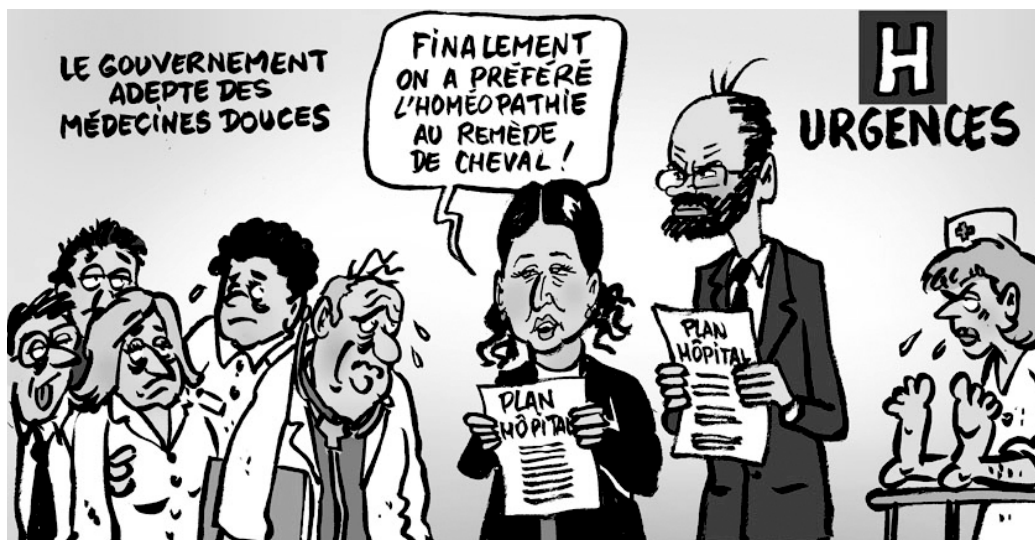
Acte 1 : Le gouvernement demande en Septembre au COR le Conseil d'Orientation des Retraites d'affiner ses prévisions sur la situation des régimes de retraites

Acte 2 : Macron, annonce à Rodez qu'il « n'a pas la réponse », mais que « si le COR nous dit qu'il manque 8 à 10 milliards, il faudra travailler un peu plus longtemps »

Acte 3 : Le pouvoir fait « sonner le COR » qui rend son rapport et confirme ce qu'il disait déjà il y a six mois : un « trou » de 8 à 17 Mrd en 2025.

Acte 4 : pour combler le « déficit », le gouvernement est « contraint » de prendre des mesures immédiates : recul de l'âge de départ en retraite, allongement de la durée de cotisation...et donc de ne pas tenir les promesses de Macron !

Au-delà des « prévisions » pour le moins incertaines du COR, une réalité ne fait pas de doute : le nombre des retraités augmentant dans les années à venir, la part de richesses consacrée aux retraites devra elle aussi augmenter, ce n'est ni un drame ni une catastrophe. Il suffirait pour cela d'augmenter légèrement les cotisations sociales patronales pour adapter le système aux besoins. En d'autres termes, modifier la répartition des richesses au détriment des plus riches. Mais c'est précisément ce que refuse l'exécutif. Les hospitaliers, comme les autres salariéEs seront donc condamnés à subir un rallongement de la durée de cotisations ou le report de l'âge de la retraite, avant même de subir la réforme « par point », qui va détruire notre système de retraite : la double peine !



Une double raison d'être en grève et de se mobiliser le 5 décembre pour défendre

- le droit à la retraite complète à 60 ans pour tous, 55 ans pour les métiers pénibles (dont les métiers hospitaliers)

- avec 35 ans de cotisations (années d'études, de chômage, de temps partiel imposé comprises)

grève à l'ensemble des services hospitaliers, en utilisant tous les moyens d'action capables d'imposer un rapport de force au pouvoir.

La participation massive aux journées du 30 novembre et du 5 décembre y contribuera.

Pour faire reculer ce pouvoir, qui ne « lâche rien », il y a urgence à faire converger les colères et les luttes à partir du 5 décembre, pour rompre avec une politique qui détruit l'hôpital et les services publics, casse la Sécurité sociale et les retraites, ponctionne ceux qui ont le moins, pour donner encore plus aux plus riches.